



ACCORD

entre

la Confédération suisse,

représentée par l'**Office fédéral des routes OFROU**

et

le Canton,

représenté par (Office / Service spécialisé)

relatif à

la coopération du canton dans l'application du droit de l'environnement

sur le chantier fédéral «.....»

(Contrôle du respect du droit de l'environnement sur le chantier)

de

Basé sur

- l'Article 43 de la Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE, SR 814.01)
- l'Article 49, paragraphe 3, de la Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux, SR 814.20)
- Article XY de la Loi cantonale (norme d'habilitation selon laquelle le canton est autorisé à accepter de telles commandes)
- Déclaration d'intention du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC et de la Suisse. Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement (DTAP) du 20.10.2017.

1. Objet de l'accord

- 1.1 Par le présent accord, la Confédération suisse et le Canton déterminent conjointement selon quelles modalités les services cantonaux de l'environnement doivent être impliqués pour les questions de droit de l'environnement sur le chantier, conformément à la DAP. Ils réglementent également la façon dont la coopération est organisée, ce qui doit être considéré, quels sont les principes de procédure utilisés et comment le canton est rémunéré en conséquence.
- 1.2 Cet accord est valable pour le chantier «.....».
- 1.3 Dans le cadre du présent accord, le contrôle du respect du droit de l'environnement se fait par un contrôle officiel, qui vérifie le respect de la loi fédérale sur l'environnement applicable ainsi que les exigences imposées par les autorités fédérales dans la décision d'approbation des plans, afin de veiller à la protection de l'environnement sur le chantier.

1.4 Les tâches suivantes ne sont pas incluses dans cet accord:

- les prestations de conseil gratuites pour les autorités et des personnes privées (par exemple, maître d'œuvre ou Suivi environnemental de réalisation [SER]) par les services cantonaux de l'environnement dans le cadre de l'article 10e, paragraphe 3, phrase 1, LPE; c'est-à-dire que ceux-ci sont tenus de communiquer gratuitement des informations simples aux maîtres d'œuvre et au SER, par exemple par téléphone ou par e-mail,
- les prises de position du canton dans le cadre de l'évaluation du rapport d'impact sur l'environnement pour les projets de construction fédéraux soumis à l'EIE et la consultation du canton dans le cadre de la procédure d'approbation des plans,
- les tâches du SER.

2. Bases

Les bases de cet accord sont:

- le processus standard pour les contrôles du respect du droit de l'environnement sur les chantiers fédéraux de ...,
- le projet de (Statut: Mise à l'enquête publique),
- le programme de contrôle du projet de (voir annexe 1),
- la demande de l'OFROU pour le transfert de l'exécution du droit de l'environnement aux autorités cantonales

3. Coopération dans les contrôles du respect du droit de l'environnement sur le chantier

3.1 L'OFROU est responsable de l'exécution du droit sur la protection de l'environnement et la protection des eaux ainsi que des charges imposées par la DAP en termes d'environnement sur le chantier ".....". Le canton soutient l'OFROU et le suivi environnemental du chantier de réalisation (SER) mise en place par l'OFROU dans le cadre des contrôles du respect du droit de l'environnement sur le chantier et des réceptions écologiques des travaux.

3.2 L'OFROU met à la disposition du canton tous les documents pertinents pour l'exécution contractuelle de ce contrat.

4. Tâches du canton

4.1 Le canton, représenté par les services spécialisés respectifs, discute et coopère avec le SER pour les contrôles et les réceptions écologiques des travaux, pour vérifier si le droit de l'environnement en vigueur est respecté sur les chantiers. Il vérifie également si les mesures prévues dans le projet ou les charges prescrites pour la protection de l'environnement sont mises en œuvre. Les tâches sont basées sur le programme de contrôle ci-joint.

4.2 Les services spécialisés opèrent sur les chantiers fédéraux de la même manière que sur les autres chantiers.

4.3 Les services spécialisés emploient du personnel qualifié et attirent l'attention sur les éléments réglementés dans et par cet accord. Après consultation de l'OFROU, le canton peut déléguer des tâches de contrôle isolées aux communes s'il ne dispose pas du temps ou des capacités techniques nécessaires.

4.4 Dans le cadre de cet accord, le canton assure à l'OFROU qu'il garantit son indépendance dans l'exercice de ses tâches régaliennes. Cette garantie s'applique en particulier aux cas dans lesquels le canton n'a pas répondu à certaines demandes relatives à des aspects environnementaux soumises dans le cadre de la consultation, ou bien a déposé une opposition pendant l'enquête publique pour des raisons de droit de l'environnement.

5. Organisation

5.1 L'interlocuteur pour toutes les questions en relation avec le présent accord

- au sein de l'OFROU est: **Filiale**

- au Canton est:

5.2 L'interlocuteur pour toutes les questions en relation avec les contrôles du respect du droit de l'environnement sur le chantier

- au sein de l'OFROU est: FU (surveillance générale)

- au Canton est:

5.3 L'OFROU met à disposition les personnes suivantes pour l'exécution du contrat:

- Représentant Suivi environnemental de réalisation (SER):

5.4 Le canton met à disposition les services spécialisés suivants pour l'exécution du contrat:

- Service spécialisé principal:
- Protection des eaux:
- Protection de l'air:
- Déchets:
- Protection de la nature et du paysage:
- Protection des sols:
-

5.5 Le service spécialisé principal assure la coordination des différents services spécialisés.

6. Exécution des contrôles sur chantier

6.1 Les services spécialisés cantonaux disposent du droit d'inspecter et de visiter les chantiers pour le compte de l'OFROU.

6.2 Les contrôles ont généralement lieu en accord et avec l'accompagnement du suivi environnemental de réalisation (SER), généralement en présence des personnes responsables sur le chantier (direction locale des travaux). L'OFROU peut participer aux contrôles sur chantier de sa propre initiative ou à la demande d'une partie concernée.

6.3 Le déroulement, la fréquence et le contenu des contrôles dépendent du programme de contrôle établi et disponible ci-joint.

6.4 Le canton informe l'OFROU et les responsables du chantier (direction locale des travaux/ direction générale du chantier) des résultats des contrôles et ce sous une forme appropriée. Il conserve les résultats des contrôles au moins jusqu'à la réception de l'ouvrage.

6.5 En accord avec le SER, les services cantonaux spécialisés informent l'OFROU des résultats des contrôles.

7. Procédure en cas de plaintes

7.1 Sous réserve du chiffre, 7.4, les réclamations doivent être immédiatement signalées à l'OFROU. Le cas échéant, les services spécialisés proposent les mesures et les délais pour y remédier.

- 7.2** Si des défauts mineurs sont constatés lors d'un contrôle, l'OFROU fixe, à sa discrétion, un délai raisonnable pour que le responsable du chantier procède à leur remédiation. La remédiation des défauts sera communiquée par voie orale ou écrite aux responsables du chantier. Un nouveau contrôle n'est pas nécessaire.
- 7.3** Si des défauts importants ou graves sont constatés, l'OFROU fixe de même un délai raisonnable pour que les responsables du chantier procèdent à leur remédiation. Après l'expiration du délai, le service cantonal spécialisé procède à un nouveau contrôle.
- 7.4** Sous réserve que le canton ne dispose pas de la compétence d'ordonner des mesures urgentes afin de prévenir, de réduire ou de remédier à des nuisances environnementales présentant un danger imminent ou déjà survenues.
- 7.5** Les services spécialisés informent immédiatement l'OFROU si:
- a. les responsables du chantier refusent de se soumettre au contrôle,
 - b. les responsables du chantier ne remédient pas aux défauts constatés dans le délai imparti,
 - c. des défauts qui nécessitent des mesures urgentes ou des plaintes d'ordre pénal sont constatés sur le chantier.

L'OFROU ordonne les mesures nécessaires sans délai.

8. Réception écologique des travaux

- 8.1** Si l'OFROU effectue une réception écologique des travaux, elle y invite le canton.
- 8.2** Avant la réception écologique des travaux, le canton rend compte des contrôles effectués et des défauts constatés.

9. Rémunération

- 9.1** Dans le cadre du présent accord, l'OFROU rémunère le canton pour les services de collaboration fournis. Les prestations donnant droit à une indemnisation sont énumérées dans l'annexe.
- 9.2** L'indemnisation se fonde sur les prestations effectives. Le tarif maximal de CHF 141 (base 2018) s'applique. Conformément au programme de contrôle, il convient de tabler sur un temps investi pour le contrôle à hauteur de ... h pour le canton.
- 9.3** On fixera toutefois un plafond de coûts d'un montant de CHF Ce montant plafond de coûts ne peut être dépassé qu'après approbation du dépassement par l'OFROU, sur la base d'une demande motivée du canton. Sous réserves de l'article 9.6 du présent accord.
- 9.4** Conformément à l'art. 18 al. 2 let. I LTVA, le Canton n'est pas assujéti à la TVA (contributions pour des activités relevant de la puissance publique).
- 9.5** Le dédommagement de la compensation a lieu (par exemple sur une base trimestrielle), basé sur un décompte du canton.
- 9.6** Les services cantonaux spécialisés font valoir les dépenses pour les contrôles ultérieurs nécessaires (au sens du ch. 7.3 du présent accord) ainsi que pour l'instruction de mesures urgentes (au sens du ch. 7.4) directement auprès des responsables du chantier. Si les responsables ne paient pas l'émolument, le canton peut en demander le paiement auprès de l'OFROU. Le cas échéant, ce dernier réclame ensuite les montants dûs auprès des responsables.

10. Obligation d'information, protection des données et secret de fonction

- 10.1** Les services cantonaux spécialisés peuvent collecter de manière indépendante les données nécessaires au contrôle des chantiers auprès des responsables de chantier et des entreprises travaillant sur le chantier. Si les personnes concernées refusent de fournir les informations demandées, le canton est tenu d'en informer l'OFROU.
- 10.2** Les services cantonaux spécialisés sont autorisés à collecter et traiter les données du chantier contrôlé uniquement aux fins de contrôle stipulées dans le présent accord. Ils ne sont autorisés à partager ou publier ces informations qu'avec le consentement express de l'OFROU.

11. Clause d'intégrité

Le canton s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Il s'abstient en particulier d'offrir ou d'accepter de l'argent ou tout autre avantage.

12. Litiges

Les deux parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend découlant du présent accord.

13. Modifications

Seules les modifications écrites du présent accord sont valables. Ceci s'applique en particulier aux modifications du programme de contrôle consécutives à des modifications du projet.

14. Entrée en vigueur et délai de résiliation

- 14.1** Cet accord entre en vigueur dès lors que les deux parties l'ont signé. Il s'applique sous la condition suspensive que la décision d'approbation des plans soit légalement en force pour le projet «.....».
- 14.2** Il s'applique jusqu'à la finalisation des tâches de contrôle.
- 14.3** Il peut être résilié par l'une ou l'autre des parties à tout moment, sous réserve d'un préavis de trois mois. Dans ce cas, la responsabilité des tâches de contrôle prévues dans le programme de contrôle doit être assumée par l'OFROU.

15. Signatures

Lieu et date:

Lieu et date:

Office fédéral des routes

Canton

ANNEXE 1 PROGRAMME DE CONTRÔLE DE.....